

Avec

Yus SIVTONIK
reclim 35
1989 <

Claus Offe

Du «Welfare State» aux nouveaux mouvements sociaux

Claus Offe est aujourd'hui l'un des principaux sociologues allemands. Son influence dans le monde anglosaxon, en Italie et dans les pays de langue hispanique est considérable, nourrie tant par des travaux théoriques que par des interventions sur l'actualité. Son œuvre n'est malheureusement presque pas traduite en français. L'entretien qu'il a accordé à M peut donc se concevoir comme une sorte de présentation de ses travaux; notre revue publiera ultérieurement certains de ses articles récents.

Il est peut-être possible de décrire votre évolution en trois grandes phases. La première, dans les années 50 et 60, serait celle de votre formation, marquée notamment par les rapports avec le marxisme et l'Ecole de Francfort; la publication du livre Strukturprobleme des kapitalistischen Staates (Problèmes structurels de l'état capitaliste) en 1972 marque le début d'une seconde étape, durant laquelle vous avez développé les concepts de capitalisme tardif (Spätkapitalismus), de «problèmes de légitimation», de nouvelle phase de l'Etat moderne... Les années 80 constituent une troisième phase, celle de l'étude de la crise de l'Etat-providence, centrée sur les problèmes de la démocratie, des nouveaux mouvements sociaux, et soutenue par la critique du concept de travail. Pouvez-vous tout d'abord résumer votre formation intellectuelle?

Je suis né en 1940 et c'est au lycée que j'ai commencé à m'intéresser à la politique et aux problèmes de la société, à la psychologie, à l'art. Lorsque j'avais 15-16 ans, au milieu des années 50, l'Allemagne occidentale voyait se conjuguer une impressionnante croissance économique et une forte hégémonie du gouvernement conservateur démocrate-chrétien d'Adenauer. Le monde et l'univers étaient clos dans trois dimensions. Celle du passé, d'une part, qui n'était pas considéré comme le vecteur d'une certaine continuité; les enfants le regardaient à travers ce que l'on appelait «l'année zéro», la «débâcle». C'étaient les deux termes par lesquels on se référait à la défaite militaire du régime nazi en 1945. C'était cela la «débâcle», et il fallut attendre très longtemps pour que quelques rares personnes disent publiquement que la césure véritable avait eu lieu en 1933. La débâcle était donc militaire, et ce qu'il y avait «avant» était connu dans la mémoire personnelle de nos parents, mais n'était pas un thème de débat public. C'était la première barrière qui nous coupait du monde. La seconde était celle qui nous séparait du «monde extérieur», essentiellement celui de l'Est. Il régnait un

anticommunisme très virulent. Si le Parti communiste a été formellement mis hors-la-loi par la Cour constitutionnelle de la République fédérale en 1956, le climat s'était détérioré bien auparavant, du fait d'une véritable restauration qui était due en partie à la guerre froide. La troisième reposait sur le fait que bien des livres qui avaient été brûlés par les nazis au début du «régime» nous étaient inaccessibles, non pas légalement mais de facto. Je me rappelle très bien combien il était difficile, en milieu des années 50, de se procurer Sigmund Freud, Bertolt Brecht... Les livres étaient disponibles, mais personne n'en parlait, les théâtres ne les jouaient pas... Nous commençâmes à l'époque à jouer occasionnellement des pièces de Bertolt Brecht, mais sur un ton très défensif. Même la sociologie classique allemande fut réimportée à travers les Etats-Unis. Nous étions complètement déformés, à tel point que nous ne lisions pas Max Weber, qui n'était pas disponible: la première édition d'*Economie et Société* date de 1964. Nous lisions R. Bendix sur Max Weber, ou Talcott Parsons sur Max Weber, la situation était donc extrêmement paradoxale. La situation était donc fortement marquée par l'esprit de clocher.

Par un accident heureux, je fus étudiant à l'Université Libre de Berlin, qui était l'endroit dans lequel ces barrières étaient partiellement transcendées. Berlin, et dans une certaine mesure Francfort, étaient deux exceptions, et j'eus la bonne fortune d'être associé à ces deux lieux. Je fus étudiant à l'Université Libre de Berlin, avec des grands personnages qui furent les premiers à y enseigner la sociologie: je me souviens en particulier d'Otto Stammer, qui ne publia pas beaucoup mais fut un grand professeur. Il avait été, durant la période nazie, une personne qui faisait partie de ce que l'on appelait «l'émigration intérieure»: toute possibilité de travailler lui fut refusée durant le régime nazi. Mais il avait été militant social-démocrate, et nous parla beaucoup du passé. Un rôle important fut aussi joué par les intellectuels de l'Ecole de Francfort qui réimmigrèrent, comme Horkheimer et Adorno. De plus, il nous fut possible de voyager en Allemagne de l'Est. Nous fûmes choqués par certains aspects, mais attirés par d'autres, parce que c'était nouveau et que nous découvriions quelque chose sur le passé: c'était en tout cas extraordinairement stimulant. Enfin, le SDS, groupe d'intellectuels auquel j'adhérai au début des années 60, organisa pour la première fois des protestations contre des juges qui étaient toujours en fonction après avoir commis des crimes durant la période nazie. C'était donc une ouverture vers trois directions: nous avons abordé le passé, étudié des choses que personne n'étudiait, et voyagé au-delà des frontières.

Quels étaient, à l'époque, les relations entre les étudiants et le mouvement ouvrier?

La plupart des gens de ma génération venaient des classes moyennes, souvent de familles d'universitaires, avec pour une partie d'entre eux un fond protestant très fort. Le milieu n'était donc pas du tout «ouvriériste». Un préambule des statuts du SDS — *Sozialistischer Deutscher Studentbund* — affirmait que le SDS se considérait comme partie intégrante du mouvement ouvrier allemand, mais cela n'avait aucun sens. Certains d'entre nous tentèrent de prendre contact avec les syndicats, et suggérèrent que ceux-ci commencent à développer des positions sur l'éducation publique, l'Université, la science... Très peu de réponses vinrent en retour. Nous publiâmes en 1965 un livre écrit dans les années précédentes par quatre personnes du SDS: *Hochschule in der Demokratie* (*L'enseignement supérieur dans la démocratie*). Sa perspective était celle d'une réforme démocratique de l'Université, il ne faisait que très peu référence à la classe ouvrière, aux syndicats, au SPD.

Et après?

La vie consiste dans une succession d'accidents heureux, et par un accident vraiment très heureux, je pris contact avec un jeune philosophe qui avait écrit sur la réforme universitaire et la signification des sciences sociales dans la tradition des Lumières. Je lui demandai — parce qu'il avait également écrit un texte de référence pour le SDS — s'il serait d'accord pour contribuer à la préface de notre livre. Il s'appelait Jürgen Habermas. Intéressé par notre projet, il accepta et rédigea un très bel avant-propos. En même temps, il m'offrit la possibilité de devenir assistant à l'Université de Francfort.

J'enseignai beaucoup dans les années qui suivirent, entre 1965 et 1968, et me retrouvai confronté avec la génération politique suivante, incarnée par le mouvement étudiant. Cette génération plus jeune était très différente, beaucoup plus forte dans l'action collective, les manifestations de masse, les occupations... Je n'étais pas opposé à cela, mais n'en compris pas tout de suite la signification. Parfois, je trouvais ce débordement d'enthousiasme peu attrayant intellectuellement, et très émotionnel... Vous savez, cette incroyable fusion de la politique et de l'esthétique: la vie est un théâtre et le théâtre est la vie, l'art est absolu, la politique est la forme de vie adéquate, changer la société est une manière de faire de l'art, la littérature *underground*... L'action devint *une*, et j'étais déconcerté par l'unité de la théorie et de la pratique, par ce mode d'être radicalement opposé à la contemplation, à l'analyse, à la prise de distance, aux perspectives à long terme. J'étais à Paris en 1968, pour des motifs personnels, il y avait un groupe allemand de membres du SDS qui étaient souvent à Paris: Dany Cohn Bendit, bien sûr, mais aussi une trentaine d'autres personnes. Nous prîmes beaucoup de contacts intéressants et vîmes partout dans le monde des mouvements pleins d'une grande liberté d'expression: Berkeley, Rome, Prague... Il y avait un espoir extraordinaire que cette fusion de la théorie et de la vie pourrait produire, *était* en train de produire, quelque chose de vraiment différent. Émotionnellement, je me sentais marginal par rapport à cela.

Cependant, derrière les aspects unilatéraux de ce nouveau mouvement, n'y avait-il pas une grande richesse? Tous vos travaux postérieurs ne sont-ils pas le produit conjoint de votre formation intellectuelle «uni-

versitaire et de l'analyse de la portée de cette nouvelle radicalisation, de cette nouvelle culture?

Oui, c'est vrai. Cela a été une réponse, en particulier à ce qui s'est passé par la suite. La courte période qui va de 1969 à 1974 fut très importante en Allemagne. Deux choses se produisirent alors: d'une part, le recentrage de la gauche (ce qui inclut les syndicats, le SPD, et probablement la majorité de ceux qui participèrent au mouvement étudiant) sous l'hégémonie de la social-démocratie et de Willy Brandt avec la demande d'extension de la démocratie. La personne de Brandt (émigré lui-même pendant la période nazie, avec un passé marxiste...) ne fut pas sans importance. Il y eut une politique intérieure de réformes, en particulier dans l'éducation, et à l'extérieur la normalisation des relations avec les pays de l'Est. C'était d'une certaine manière la levée des barrières dont nous avions souffert. Cette orientation obtint beaucoup de soutiens, de l'enthousiasme, même si nous n'avions pas confiance dans certains aspects droitiers de cette politique réformiste.

Un autre fait marquant fut l'échec du mouvement étudiant après 1969, et l'adoption de la législation d'exception en Allemagne. Le SDS fit banqueroute, décida de s'autodissoudre et laissa la place à une nouvelle vague d'orthodoxie, d'orthodoxies devrait-on dire, à la redécouverte du marxisme dans son visage fonctionnaliste le plus cru. Ce mouvement était orthodoxe en un sens, mais aussi complètement stérile politiquement. J'eus personnellement la chance de passer 18 mois aux États-Unis, de 1969 à 1971. Je fus en contact étroit avec les mouvements sociaux et les courants intellectuels de ce pays, et fut fortement impressionné par le monde politique. Je ne fus jamais membre du SPD, même si j'eus des contacts étroits avec certains de ses éléments. Un moment, je fus même membre (le seul membre non adhérent du Parti) dans la «Commission fondamentale» qui fut mise en place pour reformuler le programme de Bad Godesberg, mais je n'étais pas satisfait du parti social-démocrate. En même temps, à la fin de cette période et au début de l'ère Schmidt, j'étais très opposé à la néo-orthodoxie et pensais que la tradition universitaire américaine recelait beaucoup de richesse, chose que je continue de penser aujourd'hui. Pourtant, elle est peu lue et encore moins assimilée par la gauche européenne. Voici la position à partir de laquelle je démarrai après avoir fini ma thèse.

Vos travaux offrent beaucoup de continuités, depuis cette période jusqu'à aujourd'hui. On pourrait, par exemple, évoquer l'accent placé dans Stukturprobleme des kapitalistischen Staates sur les Bürgerinitiativen, ces «initiatives de citoyens» nées spontanément dans la société civile en dehors des partis; 10 ou 15 ans plus tard, vous analysez les nouveaux mouvements sociaux...

Si je peux m'exprimer ainsi, il y a dans mes travaux une nette continuité sur deux points. Le premier est que la politique ne peut pas être comprise d'une façon réductionniste. La politique est un niveau de réalité qui ne peut être réduit aux intérêts individuels ou de groupe, elle est une représentation de l'identité collective, elle comporte des aspects moraux qui deviennent encore plus importants dans ce que l'on a appelé le «capitalisme tardif»: la planification, la bureaucratie, la régulation sont donc très importantes. La seconde série de problèmes concerne la question de la justice distributive, et le préjugé que l'idéal de celle-ci est basé sur le principe des équivalences:

plus vous en faites et plus vous gagnez... Ce n'est pas seulement injuste ainsi que non attractif d'un point de vue moral: cela n'a aucun sens. En fait, le principe même du rendement («*achievement*»), sur lequel a porté ma thèse, est vide, ne peut pas être opérationnel. Si vous regardez l'intersection de ces deux thèmes, l'Etat et la justice sociale, il est naturel que j'aie été amené à m'intéresser à l'Etat-providence et aux principes de justice contradictoires qu'il peut renfermer, à l'Etat comme représentation des principes de justice sociale. C'est plus ou moins sur ces thèmes que j'ai travaillé depuis, sur différents niveaux et sur des cas variés.

Revenons un peu en arrière: qu'est-ce qui vous a poussé au début des années 70 à étudier l'Etat dans le capitalisme tardif, dont vous avez été l'un des théoriciens majeurs?

Le leitmotiv de mes amis «gauchistes» à la fin des années 60 et au début des années 70 était de reconstruire la critique de l'économie politique. J'avais moi-même étudié Marx et une partie de l'histoire économique: Paul Sweezy, Lange, *L'accumulation du Capital* de Rosa Luxembourg... Nous avions une vue extrêmement économiste de l'histoire du capitalisme, des causes du fascisme... C'était utile dans une certaine mesure, mais j'ai tenté par la suite d'offrir une critique non de l'économie politique mais de la politique et du processus politique. Je me suis intéressé fortement aux institutions, au parlement, aux partis politiques à la bureaucratie, à la loi, aux syndicats... J'ai écrit quelques essais sur ces matières, sur le principe de représentations, sur le principe majoritaire, pour en effectuer une critique, au sens philosophique, pour déterminer les limites et le contenu de ces formes. Ces formes ne sont pas innocentes, elles correspondent à certains intérêts, elles en répriment ou en déplacent d'autres, elles ne sont pas ouvertes à des jugements universalistes. J'ai donc tenté de développer une sociologie politique de l'Etat et de ses diverses institutions. De nombreuses personnes ont contribué à ce débat, au cours duquel j'ai découvert que certains arguments des théories fonctionnalistes et systémiques étaient tout à fait utiles pour comprendre les réalités politiques. Aujourd'hui, bien que tentant de sortir des limites de la tradition allemande, je suis toujours intéressé par l'histoire politique de la république de Weimar, par les questions constitutionnelles, par la théorie de l'Etat, par la théorie normative de la politique et de l'Etat telles qu'elles furent posées à l'époque par des gens comme H. Kirchheimer, Neumann, Heller, Fraenkel, et bien sûr, Carl Schmitt et Max Weber. Ces gens étaient très importants: leurs questions restent encore les nôtres. C'est ce que peut faire une théorie de l'Etat qui se conçoit comme théorie critique de la politique, et je suis convaincu que c'est très important.

Cette question des institutions différencie vos élaborations de celles de Jürgen Habermas, dont la thématique est cependant très proche de la vôtre à bien des égards. Quelles appréciations portez-vous sur la théorie de l'agir communicationnel?

Je peux seulement dire qu'aucune personne, aucun chercheur en sciences sociales ne m'a apporté autant et ne m'a autant appris que Jürgen Habermas, avec qui j'ai été personnellement associé de manière très étroite. C'est un ami très cher. Nous avons eu une collaboration personnelle durant dix ans, et avons toujours le contact depuis. Je pense cependant que

son analyse est faible sur le plan institutionnel, parce qu'il tente d'intégrer philosophie et sociologie en basant les concepts de rationnel et de rationalité politique sur le discours. Il ne fait pas de propositions en termes de changements et d'innovations institutionnelles. Il décrit d'un côté ce qui est formellement organisé, c'est-à-dire les partis politiques institutionnels, les médias, les entreprises... Cela constitue une moitié du monde, et le reste est pur discours, pure compréhension, pures valeurs morales. C'est une fausse dichotomie. Je serais intéressé s'il revenait à la problématique de son tout premier livre¹, à la catégorie «d'espace public» qu'il aurait à reformuler en termes normatifs: quelles sont les formes institutionnelles adéquates dans lesquelles le «monde vécu» pourrait se défendre et résister à l'invasion et à la main-mise qui prend origine dans le système social formellement organisé? Les institutions ne sont pas innocentes, elles sont requises pour favoriser ou mettre une barrière à la raison politique. Habermas est tellement imprégné par la perspective que les institutions peuvent dégénérer dans quelque chose de répressif qu'il n'aborde pas ce problème, et cela affaiblit sa grande contribution à la théorie de la démocratie. Parfois, il en est dans une certaine mesure conscient, lorsqu'il parle de la loi comme institution, mais je souhaite qu'il développe cet aspect qui reste trop marginal.

Par contre, vous partagez pour l'essentiel la vision habermassienne de la tension entre capitalisme et démocratie. Cette analyse rejoint d'ailleurs la discussion actuelle entre les néo-libéraux et les «libéraux-démocrates»². Pour une partie de ces derniers, la démocratie trouve ses problèmes dans la logique capitaliste elle-même, qui introduit les caractéristiques égoïstes dans les relations économiques pour les importer ultérieurement dans la sphère politique. Est-il possible de trouver des points de contact permanents entre égalité et intérêts capitalistes, une connexion éthique entre «égalité» et «liberté», pour reprendre les termes classiques du débat de la tradition libérale?

Il serait prétentieux de vouloir répondre à une question si importante en quelques mots. Cependant, on trouve un trend convergent dans la «nouvelle nouvelle gauche» — et cela inclut celle de certains pays de l'Europe de l'Est, surtout en Hongrie — qui se marque par un intérêt renouvelé pour la catégorie de «société civile». Aujourd'hui, celle-ci n'est plus placée aux côtés du marché, mais rapportée aux formes éclairées de l'action collective, la solidarité étant le principal moyen de faire face aux problèmes. Aux USA et en Grande-Bretagne, beaucoup de gens pensent qu'il serait prometteur de défendre l'idée de quelque chose qu'ils appellent «société civile socialiste», ce qui est en allemand courant contradictoire dans les termes: une «société civile», «*eine bürgerliche Gesellschaft*», ne peut être socialiste, et le socialisme ne peut pas être «bourgeois», «*bürgerliche*»! Mais cette contradiction est très intéressante, et n'est bien sûr que l'autre face de la critique de l'étatisme et du productivisme. Les doutes que la «nouvelle nouvelle gauche» exprime sur le potentiel émancipatoire de la croissance économique et des changements techniques en Europe de l'Ouest sont liés aux doutes tout aussi forts qu'elle nourrit sur la capacité de planification, sur la rationalité interventionniste de l'Etat. Nous devons revenir à une vieille idée de la gauche, celle de nouvelles formes d'action collective: coopératives, auto-assistance, nouvelles formes mixtes de protection sociale... Cela prend parfois des chemins

Notes du traducteur

1. *L'Espace public*, ed. Payot, Paris 1978 (Neuwied-Berlin 1962).

2. La tradition libérale voit classiquement s'opposer deux branches partiellement contradictoires, l'une insistant sur le libéralisme économique, l'autre sur le libéralisme politique.

3. En français dans le texte.

L'œuvre de Claus Offe se compose principalement d'articles qui ont été réunis en recueils en allemand, mais aussi en anglais et en italien (le choix des articles ne correspond pas systématiquement d'une langue à l'autre).

1. Recueils publiés par C. Offe:

- avec Gerhardt U., Nitsch W., Preuss U.: *Hochschule in der Demokratie*, Neuwied 1965.
- *Leitungsprinzip und industrielle Arbeit*. Europäische Verlaganstalt, Frankfurt am Main 1970. Traduction anglaise: *Industry and Inequality (The Achievement Principle in Work and Social Status)*, par J. Wickham, Edwar Arnold Publishers, London 1976.
- avec Narr W.D. (ed.): *Wohlfahrtsstaat und Massenloyalität*, Köln 1975.
- *Strukturprobleme des kapitalistischen Staates (Aufsätze zur politischen Soziologie)*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main 1972.
- *Berufsbildungsreform. Eine Fallstudie über Reformpolitik*, Frankfurt am Main 1975.
- avec Lindberg L.N., Alford R., Crouch C.: *Stress and Contradictions in Modern Capitalism*, Lexington, Massachusetts 1975.
- avec le Projekgruppe Arbeitsmarktpolitik (ed.): *Opfer des Arbeitsmarktes (Zur Theorie des strukturierten Arbeitslosigkeit)*, Neuwied 1977.
- *Lo stato nel capitalismo maturo*, traduction vers l'italien par R. Schmidt et D. Zolo, Etas libri, Milano 1977.
- avec Luhmann et alii: *Trasformazioni dello Stato*, ed. La Nuova Italia, Firenze 1980.
- *Arbeitszeit Politik. Formen und Folgen einer Neuerteilung der Arbeitszeit*, Frankfurt am Main 1982.
- *Ingovernabilità e mutamento delle democrazie*, ed. Il Mulino, Bologna 1982.
- *Contradictions of the Welfare State*, édité par J. Keane, Hutchinson Publishers, London 1984.
- avec Guggenberger B. (ed.): *An den Grenzen der Mehrheitsdemokratie*, Opladen 1984.
- *Arbeit gesellschaft: Strukturprobleme und Zukunftsperspektiven*, Campus Verlag, Frankfurt am Main 1984.
- *Disorganised Capitalism*, édité par J. Keane, ed. Polity Press, Cambridge 1985.

2. Quelques articles récents:

- «Bewirken» und «Berwahren». *Der politische Aufstieg der Grünen signalisiert den Konflikt zwischen zwei konträren Politikverständnissen*, in: *Die Zeit*, 20/08/1982. Traduction anglaise: *Reaching for the Brake: The Greens in Germany*, in: *New Political Science*, printemps 1983.
- *Challenging the boundaries of institutional politics: social movements since the 1960s*, in: Charles S. Maier (ed.): *Changing Boundaries of the Political (Essays on the evolving balance between the state and society, public and private in Europe)*, Cambridge University Press, New York 1987.
- *L'utopia dell'ozione zero*, in: Ceri P. (a cura di): *Ecologia politica*, ed. Flettrinelli, Milano 1987.
- avec Hinrich K. et Wissenthal H.: *Time, Money and Welfare-State Capitalism*, in: Keane J. (ed.): *Civil Society and the State (New European Perspectives)*, ed. Verso, London 1988.

3. Textes disponibles en français:

- *Le travail comme catégorie sociologique*, in: *Les Temps Modernes* n° 466, mai 1985. Traduction de: *Arbeit als Soziologische Schlüsselkategorie?*, in: J. Matthes (ed.): *Krise der Arbeitsgesellschaft*, Frankfurt am Main 1983.
- *Renouveler l'institution, redéfinir les classes*, in: *Actuel Marx* n° 3, 1^{er} semestre 1988: *Sociétés occidentales, Idées du socialisme*.

romantiques ou insuffisamment complexes, et il reste beaucoup à expérimenter, mais de telles institutions dans la société civile se fonderont sur les principes de liberté et de solidarité. C'était exactement le titre du congrès du syndicat des métallurgistes allemands à Francfort durant l'autonomie 1988: liberté et solidarité, liberté et fraternité³, en laissant de côté l'égalité ou *Gleichheit*. N'est-ce pas amusant? Dans le sens traditionnel, la liberté est le marché, l'égalité est quelque chose qui a été introduit à travers les initiatives de l'Etat-providence, et la solidarité est le produit

d'organisations non économiques à l'intérieur de la société civile, depuis la famille jusqu'aux syndicats, en passant par le voisinage. L'anti-étatisme implicite qui sous-tend ce changement est indiqué par des termes comme «liberté et solidarité», ou comme «société civile socialiste». Un nouveau monde conceptuel s'ouvre aujourd'hui, et quelque chose de similaire se produit en Hongrie et dans d'autres pays de l'Est. De nouvelles alliances se tissent, un nouveau modèle d'innovation institutionnel se met en place.

Dans ce cadre, la question des rapports entre individu et société se pose inévitablement. Le débat contemporain sur ce sujet a été marqué, en particulier dans le monde anglo-saxon, par le renouveau des doctrines néo-utilitaristes et néo-contractualistes. Des auteurs comme Harsanyi, Sen ou Rawls ont argué d'une conciliation possible entre rationalité individuelle et rationalité sociale — que celle-ci soit envisagée en termes moraux ou utilitaristes. Vous travaillez actuellement à une nouvelle théorie de l'action: comment articulez-vous pour votre part l'individuel et le collectif?

Je n'ai pas de réponse définitive à ce sujet. Cette question est probablement l'une des plus intéressantes des années 80, et je travaille actuellement à un article sur ce thème. Dans le cas britannique, la théorie politique du thatchérisme est importante à cet égard, sur deux points fondamentaux. Il s'est d'une part produit un assaut tout à fait conscient qui a détruit les institutions de la société civile, et contre les pouvoirs et forces intermédiaires au sein de celle-ci, depuis les syndicats jusqu'aux associations professionnelles, en passant par les associations de voisinage, les médias, les gouvernements locaux, les organismes charitables... Ce qui reste est l'individualisme: si vous ne pouvez pas agir collectivement, c'est tout ce qui subsiste. Ce sont les bases morales de la société civile qui ont été détruites, et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles les valeurs de la société civile ont été redécouvertes théoriquement en Grande-Bretagne, lorsqu'elles ont fait défaut dans la société.

L'autre point est le suivant: qu'est-ce qui a mené à cette individualisation, ou à cette «dénormalisation» des projets de vies et des biographies? Il n'existe plus de types en fonction desquels les acteurs individuels pourraient se dire: j'appartiens à cette sorte de gens, et ils sont donc mes frères et mes sœurs. Si vous commencez un travail, vous ne savez jamais si vous ferez le même dans cinq ans, et vous ne savez même pas si ce travail existera toujours. Or, ces contingences doivent être tenues pour «normales»! Cela atomise les collectivités, en mine les bases, et renforce les destructions institutionnelles imposées par en haut. C'est cela que vise tout le discours sur la flexibilité, l'adaptation, la mobilité: le syndrome des «yuppies», du célibataire non marié qui est une famille à lui tout seul, parce que telle est la stratégie pour limiter la casse. Il est préférable de traverser tout seul une autoroute pleine de bolides, si vous le faites aux côtés de votre petite amie, c'est trop dangereux... Telle est la logique de l'individualisation, et je pense que ces tendances structurelles et institutionnelles se répercutent dans la philosophie des néo-libéraux.

C'est contre cette vision que vous développez depuis le début des années 80 une perspective alternative, face à la crise de l'Etat providence. Lorsque vous décrivez les changements structurels du capitalisme tardif, vous mettez en particulier l'accent sur la réduction du rôle de la production et du travail dans nos sociétés, en

Une continuité réelle unit le mouvement étudiant, les «initiatives de citoyens» qui commencèrent au début des années 70, les nouveaux mouvements sociaux, les *Grünen*... Elle est particulièrement forte en Allemagne de l'Ouest, mais peut également s'observer dans d'autres pays. Plus récemment en France, il y a des indications de l'émergence de ce type de mobilisations et d'objectifs qui ne sont pas «classistes». L'un de mes essais qui eut le plus de succès, écrit et publié alors que j'avais 28 ans, fut un exposé que j'ai présenté au congrès de l'association sociologique allemande en 1968. Il défendait en substance la thèse selon laquelle l'axe des conflits sociaux s'était éloigné dans le capitalisme tardif du modèle «travail contre capital». J'ai travaillé depuis sur les nouveaux clivages et les nouveaux conflits. L'argument est toujours le même: l'antagonisme capital/travail est d'une certaine manière pacifié et institutionnalisé dans le capitalisme tardif, ou en tout cas, rendu moins explosif aux dépens de tous les autres conflits qui restent non-résolus. Il y a une alliance productiviste trans-classiste, et en même temps, les protagonistes du mouvement ouvrier perdent du pouvoir pour des raisons diverses: le chômage, la réduction du temps de travail (problème qui m'a fortement intéressé), les divisions et différenciations à l'intérieur de la classe ouvrière... Si l'on considère qu'un ouvrier qualifié «normal» passe durant sa vie à peu près 8 à 9% de son temps au travail, il est vraiment peu plausible de prétendre que sa préoccupation centrale et sa perspective de vie seront déterminées par celui-ci.

Attardons-nous un peu sur ce problème. L'une des analyses très stimulantes de votre article paru dans Les Temps Modernes est celle qui oppose à la rationalité de la production pour le marché une rationalité différente, qui peut être repérée partiellement dans les «services», et qui serait la base des «nouvelles valeurs humanistes» des nouveaux mouvements sociaux. Or, d'autres travaux, par exemple le dernier ouvrage de C. Palloix et P. Zarifian, La société post-économique, mettent en valeur une rationalité similaire tout en soulignant qu'elle surgit aussi à l'intérieur de la production. D'ailleurs, de nombreux aspects complètement renouvelés du «vieux» conflit de classes vont également dans ce sens. Pour ne donner qu'un exemple, lorsque les ouvriers de la Fiat Mirafiori de Turin ont fait grève, il y a quelques mois en défense du système de protection maladie, il s'agissait moins d'un conflit d'«intérêts» au sens strict que d'un conflit moral, portant sur les questions de dignité et de solidarité, très proches de ce que vous décrivez comme le moteur des nouveaux mouvements sociaux. Dans un article étudiant ceux-ci, paru en anglais en 1987, vous évoquez la possibilité d'une alliance entre ceux-ci et la «vieille gauche»⁵. Ne pensez-vous pas que des événements comme la formation de coalitions vertes-rouges en Allemagne de l'Ouest permettent de nourrir un certain optimisme à ce sujet en 1989?

C'est une question très intéressante. Je voudrais dire à ce propos que bien des choses que j'ai généralisées — et peut-être trop généralisées — sont dues à des traits particuliers de l'histoire de l'Allemagne occidentale d'après-guerre, qui a conduit à une bipolarisation extrême des mouvements sociaux. Le mouvement ouvrier avait été décimé physiquement, avait été privé de sa composante communiste tant durant

la période fasciste qu'après-guerre, s'était vu soumis à l'expérience complètement imprévue d'un boom économique considérable (en 1949 le taux de chômage était de 30%, en 55 de 0%)... Pendant les six années que dura la reconstruction, l'expérience collective massive fut que les choses s'amélioraient sans cesse. Le mouvement ouvrier perdit ses composantes non social-démocrates, la majeure partie de sa critique du capitalisme devint partie prenante d'un mécanisme redistributif, quelque chose de complètement dépolitisé, fermé à toute autre réalité... C'est de là que naquit un fort courant extra-parlementaire hors du mouvement ouvrier. Une chose comme l'alliance du Parti Communiste et des étudiants n'aurait jamais pu se produire en Allemagne. Il n'y avait pas de Parti Communiste, et aucune autre organisation ouvrière ne se serait même aventurée à envisager une telle hypothèse.

Je me rappelle qu'avec tout le personnel de l'Institut de Recherches Sociales, nous nous rendîmes dans les années 60 au quartier général du syndicat des métallurgistes de Francfort, ce qui était une démarche complètement inhabituelle pour le Professeur Adorno. Nous y rencontrâmes 30 personnes, et je fis un discours à Otto Brenner et à tous les membres de l'équipe, pour leur dire qu'en vue d'empêcher le passage au Parlement de la législation d'exception — un changement constitutionnel très dangereux à l'époque — le syndicat des métallurgistes devrait annoncer publiquement qu'il appellerait à une grève générale politique contre ces mesures.

4. Pour l'analyse du travail comme catégorie sociologique, cf. l'article paru dans *Les Temps Modernes*. Sur les nouveaux mouvements sociaux, cf. *Challenging the boundaries of institutional politics: social movements since the 1960s*, in: Charles S. Maier (ed.): *Changing Boundaries of the Political (Essays on the evolving balance between the state and society, public and private in Europe)*, Cambridge University Press, New York 1987.
5. Cf. *Challenging the Boundaries...*, op. cit.



Adorno me prit à part et me dit: «Monsieur Offe, vous ne connaissez pas les syndicats allemands, vous n'avez jamais mis les pieds dans un syndicat allemand; vous dites des conneries!». En un sens, il avait raison: même le syndicat le plus radical ne pouvait rêver d'entreprendre de telles actions. Nous pensâmes donc avec les étudiants que nous devions le faire à leur place. A mon avis, c'est une différence très importante qui sépare la gauche française et la gauche allemande. Au moins dans la CFDT, il y eut de fortes tentatives de combiner et de fusionner les préoccupations ouvrières traditionnelles avec les revendications environnementalistes, féministes, et plus généralement avec les préoccupations humanistes globales concernant la justice et la dignité sociales. Cependant, ces dernières années, et vous avez raison de le faire remarquer, on doit reconnaître qu'une combinaison ou une réunification de ce qu'on appelle le vert et le rouge est clairement à l'ordre du jour en Allemagne de l'Ouest. Le mouvement syndical et le SPD ont compris qu'une alliance productiviste et ouvriériste n'avait aucune chance de succès, en partie sous l'effet de l'expérience de la défection massive de nouvelles classes moyennes au profit des *Grünen*. C'est une concurrence extérieure et non une pression intérieure qui a amené leur changement de position, et les a poussés à adopter une attitude beaucoup plus ouverte. Ce fut pour moi une révélation, lors du dernier congrès syndical des métallurgistes, d'entendre leur président Franz Steinkuhler, soutenir que la force des syndicats résidait dans le fait qu'ils

soient préparés à adopter tous les thèmes des nouveaux mouvements sociaux. Il fit lui-même une intervention très dure sur l'Afrique du Sud, proposant à toutes les entreprises allemandes travaillant en Afrique du Sud un code éthique très strict. Ce fut une impulsion morale très forte, une position d'avant-garde que la plupart des entreprises durent rejoindre dans le but d'éviter la réprobation de l'opinion publique... Un des orateurs les plus applaudis au congrès de l'IG Métall fut le ministre des Affaires extérieures du Nicaragua. Bien sûr, tous les thèmes portant sur les 35 heures, les salaires et les conditions de travail n'étaient pas oubliés, mais ils étaient relativisés et placés dans cette perspective. Un des leaders du syndicat m'a d'ailleurs confié que les cols-blancs, personnel administratif et technique inclus, pouvaient être gagnés aux syndicats seulement si ceux-ci s'engageaient sur de tels thèmes, plutôt que sur des revendications telles que l'augmentation des salaires. C'est une perspective encourageante, et je suis tout à fait confiant dans le fait que les tentatives récentes de former des coalitions rouges-vertes se poursuivront, voire s'étendront et amèneront des changements fondamentaux. Ainsi, avec des trajectoires historiques très différentes, les gauches française, italienne et allemande semblent s'ouvrir et adopter nombre de thèmes qui avaient été jusqu'à présent absents de leurs perspectives. M

Réalisé par César Cansino et Yves Sintomer.
Traduit de l'anglais par Yves Sintomer.

